

Questions financières et budgétaires : État des contributions annuelles

Mesure requise :

Le Comité permanent est invité à prendre note :

- i) de l'état des contributions annuelles ;
- ii) des mesures énumérées aux paragraphes 12 et 13 sur l'approche de groupe pour confirmer les arriérés de contributions dans le cadre du processus de vérification ;
- iii) des mesures énumérées aux paragraphes 15,17,18 et 19 en vue de continuer d'encourager le versement des contributions annuelles ;
- iv) des changements dans les contributions annuelles à recevoir et dans les provisions annuelles pour les contributions à recevoir ; et
- v) de l'état actuel des contributions volontaires de la région Afrique.

Contexte

1. L'Article 6.6 de la Convention stipule :

« Chaque Partie contractante contribue à ce budget selon un barème des contributions adopté à l'unanimité des Parties contractantes présentes et votantes à une session ordinaire de la Conférence des Parties contractantes. »

2. Les contributions annuelles (obligatoires) des Parties contractantes servent à financer le budget administratif de la Convention. Chaque année, le Secrétariat facture les contributions annuelles aux Parties. La facturation en francs suisses (CHF) est basée sur le budget administratif approuvé et le barème des quotes-parts établi par les Nations Unies, ajusté au prorata des États qui sont Parties à la Convention au début de l'année.
3. Dans les paragraphes 17 et 18 de la Résolution XIV.1, *Questions financières et budgétaires*, la Conférence des Parties contractantes :

« 17. EXHORTE les Parties contractantes ayant des arriérés de contributions à redoubler d'effort pour les régler le plus rapidement possible afin de renforcer la viabilité financière de la Convention grâce aux contributions de toutes les Parties ; » et

« 18. CHARGE le Secrétariat de contacter les Parties contractantes ayant des arriérés de contributions de plus de trois ans pour les aider à définir les solutions appropriées qui leur permettront de rectifier la situation et de solliciter un plan de paiement des contributions et rendre compte à chaque réunion du Comité permanent et session de la Conférence des Parties contractantes sur les mesures prises à cet égard et les résultats obtenus ; et DÉCIDE que le Comité permanent continuera d'étudier les mesures appropriées concernant les Parties n'ayant pas réglé leurs arriérés de contributions ni soumis de plan de paiement à cet effet. »

État des contributions annuelles au 31 décembre 2023

4. Le tableau de l'annexe 1 du présent document présente, pour chaque Partie contractante, figurant dans l'ordre alphabétique, l'état des contributions au 1^{er} janvier 2023, tous les versements reçus en 2023 et l'état des contributions au 31 décembre 2023.
5. Selon le tableau de l'annexe 1, au 31 décembre 2023, 336 000 CHF de contributions dues pour 2023 n'avaient pas été reçus, ce qui correspond à 6,9 % des 4 845 000 CHF de contributions attendues pour 2023. Le total dû pour les années antérieures à 2023 s'élevait à 299 000 CHF, à comparer avec 1 143 000 CHF dus à la fin de 2022, soit une augmentation de 13,6% d'une année à l'autre. Par conséquent, le total des contributions dues mais non reçues à cette date s'élevait à 1 635 000 CHF, ce qui représente une augmentation de 41 000 CHF (soit de 2,6 %) par rapport à 2022.
6. Au 31 décembre 2023, tout ou partie des contributions pour 2023 de 83 Parties contractantes restait à percevoir (le même chiffre qu'à la fin de 2022).
7. Le tableau 1 ci-dessous présente l'état des contributions de 2019 à 2023 et la provision correspondante pour le non-recouvrement des contributions qui s'y rapporte. La provision pour non-recouvrement a été augmentée de 211 000 CHF pour atteindre 1 413 000 CHF à la fin de 2023. Le paragraphe 8 ci-dessous décrit l'augmentation de cette provision depuis 2019.

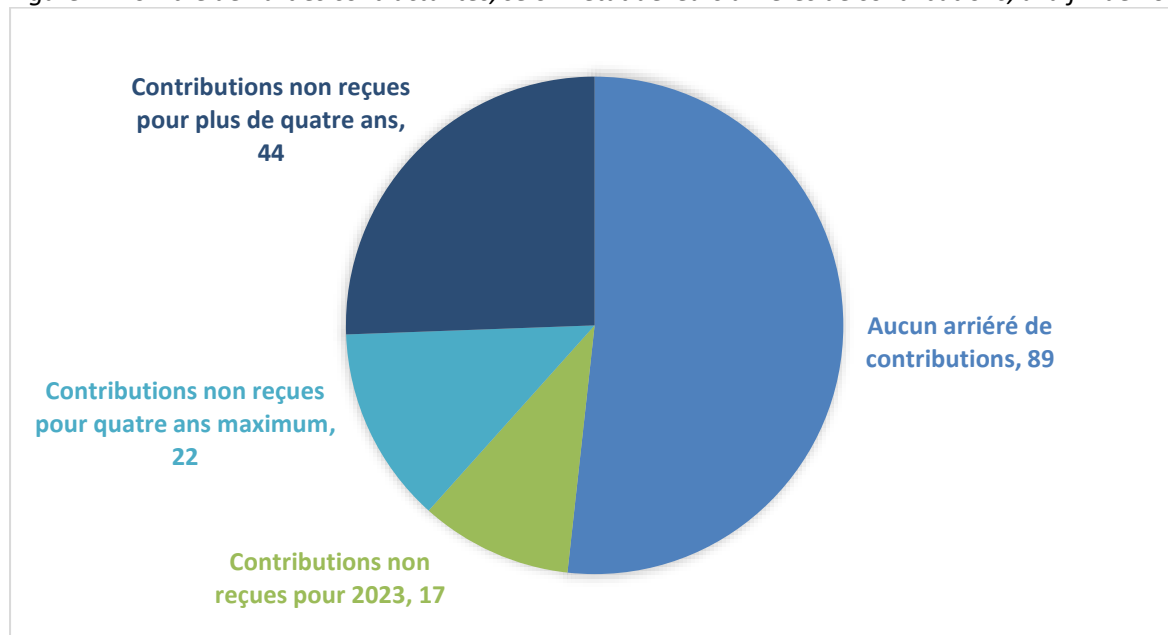
Tableau 1 : État des contributions et provision pour non-recouvrement, 2019-2023 (en milliers de CHF)

Description	2019	2020	2021	2022	2023
Contributions obligatoires des Parties contractantes	3 779	3 779	3 779	3 779	3 779
Contribution volontaire des États-Unis d'Amérique	1 066	1 066	1 066	1 066	1 066
Contributions cumulatives non reçues en fin d'année	3 210	1 674	1 536	1 594	1 635
Provision pour non-recouvrement (c'est-à-dire provision pour les contributions non reçues)	896	990	1 050	1 202	1 413

8. Conformément à la Décision SC57-39 du Comité permanent, la provision pour non-recouvrement des arriérés de contributions a été calculée depuis 2019 selon la méthode proposée par l'auditeur externe. En conséquence, en 2023, une provision de 20 % a été appliquée sur les contributions non reçues pour deux ans maximum, 60 % sur les contributions non reçues pour trois ans et 80 % sur les contributions non reçues pour quatre ans. Une provision de 100 % a été appliquée sur les soldes d'arriérés de contributions de plus de quatre années.

9. En 2023, la provision totale de 100 % a été appliquée à 44 Parties contractantes dont le total des arriérés de contributions s'élevait à 1 324 000 CHF (le même nombre de Parties contractantes qu'en 2022 dont le total des arriérés de contributions s'élevait à 1 071 000 CHF). Parmi ces Parties, 11 n'avaient versé aucune contribution depuis plus de dix ans.
10. Au 31 décembre 2023, 106 Parties contractantes avaient versé toutes leurs contributions jusqu'en 2022 inclus (le même nombre qu'à la fin de 2022 où 106 parties contractantes avaient versé leurs contributions jusqu'en 2021 inclus). Sur ces 106 Parties, 89 avaient également versé la totalité de leurs contributions pour 2023 (contre 88 Parties en 2022). Le Secrétariat note avec satisfaction le versement prompt et régulier de ces Parties contractantes. En outre, en 2023, 11 Parties avaient déjà versé 483 000 CHF correspondant à leurs contributions de 2024. Tous ces points sont résumés dans la figure 1, ci-dessous.

Figure 1: Nombre de Parties contractantes, selon l'état de leurs arriérés de contributions, à la fin de 2023

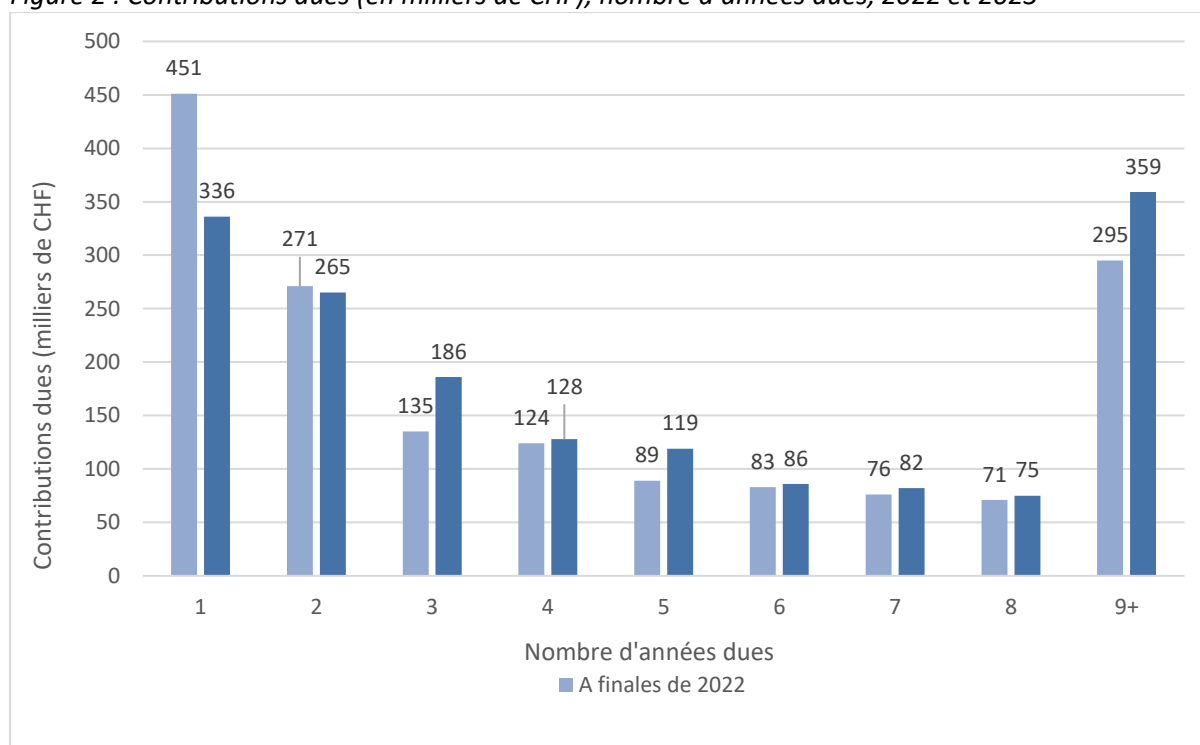


11. Le tableau 2 ci-dessous présente une ventilation des soldes de contributions dues en fonction de l'année où elles sont dues, au 31 décembre 2023 et au 31 décembre 2022. Le tableau 2 présente aussi l'augmentation globale (41 000 CHF) des soldes de contributions dues. Les soldes de contributions dues pour plus de trois ans sont passés de 738 000 CHF au 31 décembre 2022 à 848 000 CHF au 31 décembre 2023. La figure 2, ci-dessous également, présente les changements, de 2022 à 2023, dans les soldes de contributions dues, selon le nombre d'années pour lesquelles ces contributions sont dues.

Tableau 2 : Soldes de contributions dues, 31 décembre 2023 par rapport au 31 décembre 2022 (en milliers de CHF, y compris les éventuels écarts d'arrondis)

Année due	Soldes des contributions dues (milliers de CHF) 31/12/2022	Soldes des contributions dues (milliers de CHF) 31/12/2023	Différence (milliers de CHF) (2022-2023)
2014 ou avant	295	289	-6
2015	71	70	-1
2016	76	75	-1
2017	83	82	-1
2018	89	86	-3
2019	124	119	-5
2020	135	128	-7
2021	271	186	-85
2022	451	265	-186
2023	0	336	336
Total	1 594	1 635	41

Figure 2 : Contributions dues (en milliers de CHF), nombre d'années dues, 2022 et 2023



12. Le Comité permanent a examiné la proposition de l'auditeur externe concernant une approche de groupe pour confirmer les soldes impayés des Parties contractantes en réponse à la Décision SC57-40 et, dans la Décision SC58-18, a décidé de reconnaître l'état des contributions annuelles en intersession. La demande de reconnaissance en intersession serait envoyée par le Secrétariat au Comité permanent, au nom de l'auditeur externe, au cours de la période suivant la clôture des comptes et avant la signature des états financiers par les auditeurs.

13. En conséquence, le 23 janvier 2024, le Secrétariat a demandé au Comité permanent de reconnaître l'état des contributions annuelles au 31 décembre 2023. Aucune observation n'ayant été reçue dans le délai imparti, les arriérés de contributions au 31 décembre 2022 sont réputés reconnus.

Mesures pour 2024

14. Conformément au paragraphe 18 de la Résolution XIV.1, le Secrétariat continuera de dialoguer avec les Parties contractantes à propos des contributions non reçues et en particulier avec celles qui ont plus de trois années de retard à la fin de 2023, y compris avec les Parties contractantes qui n'ont jamais versé de contributions.
15. Conformément à la Décision SC54-26, et conformément aux pratiques d'autres conventions, le Secrétariat continue de publier l'état des contributions mis à jour sur le site web de la Convention sur une base mensuelle¹, selon la même présentation que le tableau figurant à l'annexe 1.
16. Le paragraphe 19 de la Résolution XIV.1 « *demande aux représentants régionaux siégeant au Comité permanent d'approcher les Parties de leurs régions respectives qui ont des arriérés de contributions pour les encourager à définir des solutions appropriées afin de rectifier la situation* ». Les représentants régionaux pourront souhaiter communiquer au Comité permanent leurs efforts, leurs résultats et leurs difficultés en matière d'application de cette demande depuis la 14^e Session de la Conférence des Parties contractantes (COP14).
17. En 2024, comme en 2023, le Secrétariat continuera de communiquer aux représentants régionaux l'état des arriérés de contributions tous les trimestres, en vue de mesures ultérieures, conformément aux instructions ci-dessus.
18. Conformément à la Décision SC57-44, et en suivant l'expérience d'autres conventions, le Secrétariat continuera à encourager le versement des contributions annuelles en temps voulu en envoyant des rappels.
19. Conformément à la Décision SC58-15, les Parties ayant des arriérés de contributions sont invitées à convenir d'un plan de paiement en concertation avec le Secrétariat et le Secrétariat est prié de collaborer avec les Parties qui ont pu verser leurs arriérés de contributions, en particulier des arriérés de longue date, afin d'identifier les bonnes pratiques et les efforts qui pourraient être partagés.
20. Toute augmentation persistante du total des arriérés de contributions aboutira à de nouvelles augmentations des provisions pour les arriérés de contributions dans le budget, ce qui réduira les ressources disponibles dans le budget ordinaire du Secrétariat.

Contributions volontaires africaines

21. À la COP10, dans le paragraphe 23 de la Résolution X.2, *Questions financières et budgétaires*, les Parties contractantes d'Afrique dont la contribution annuelle était fixée à moins de 2 000 CHF ont décidé de porter leur contribution à ce niveau. La différence entre le montant de 2 000 CHF et leur contribution obligatoire devenait une contribution volontaire spécifiquement allouée aux Initiatives régionales Ramsar en Afrique.

¹ Voir <https://www.ramsar.org/fr/document/convention-wetlands-monthly-status-assessed-contributions> ; le tableau est également disponible à l'adresse <https://www.ramsar.org/fr/a-propos/le-secretaire>.

22. Les contributions volontaires reçues des Parties contractantes de la région Afrique se sont élevées à 2 000 CHF en 2023. Ce montant, avec le solde de 28 000 CHF, à la fin de 2022, porte le total disponible pour les affectations futures à 30 000 CHF. Le tableau de l'annexe 2 de ce document présente le total des contributions volontaires reçues.
23. Dans les paragraphes 24 et 25 de la Résolution XIV.1, les Parties ont convenu d'une procédure d'allocation de ces contributions.

Annexe 1

État des contributions obligatoires au 31 décembre 2023 (en CHF)

Pays	État au 1 ^{er} janvier 2023			Reçues en 2023			État au 31 décembre 2023		
	Non reçues pour les années précédentes	Prévues pour 2023	Reçues pour des années futures	Pour les années précédentes	Pour 2023	Pour les années futures	Non reçues pour les années précédentes	Non reçues pour 2023	Reçues pour les années futures
Afrique du Sud	-	11 947	-	-	11 947	-	-	-	-
Albanie	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Algérie	-	5 337	-	-	5 337	-	-	-	-
Allemagne	-	299 212	-	-	299 212	-	-	-	-
Andorre	1 000	1 000	-	1 000	1 000	-	-	-	-
Angola	1 000	1 000	-	-	-	-	1 000	1 000	-
Antigua-et-Barbuda	15 000	1 000	-	-	-	-	15 000	1 000	-
Argentine	79 990	35 204	-	-	-	-	79 990	35 204	-
Arménie	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Australie	-	103 361	4 710	-	98 651	103 361	-	-	103 361
Autriche	-	33 246	-	-	33 246	-	-	-	-
Azerbaïdjan	-	1 469	-	-	1 469	-	-	-	-
Bahamas	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Bahreïn	2 844	2 644	-	2 844	2 644	-	-	-	-
Bangladesh	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Barbade	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Bélarus	48	2 007	-	48	2 007	-	-	-	-
Belgique	-	40 541	-	-	40 541	-	-	-	-
Belize	11 000	1 000	-	-	-	-	11 000	1 000	-
Bénin	3 000	1 000	-	3 000	1 000	2 005	-	-	2 005
Bhoutan	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Bolivie (État plurinational de)	3 000	1 000	-	-	-	-	3 000	1 000	-
Bosnie-Herzégovine	1 000	1 000	-	-	-	-	1 000	1 000	-
Botswana	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Brésil	171 511	98 562	-	171 511	98 562	-	-	-	-
Bulgarie	-	2 742	-	-	2 742	-	-	-	-
Burkina Faso	4 824	1 000	-	4 824	1 000	-	-	-	-
Burundi	8 151	1 000	-	1 000	-	-	7 151	1 000	-
Cabo Verde	17 000	1 000	-	-	-	-	17 000	1 000	-
Cambodge	3 000	1 000	-	-	-	-	3 000	1 000	-
Cameroun	11 247	1 000	-	-	-	-	11 247	1 000	-
Canada	-	128 674	175 725	-	-	-	-	-	47 051
Chili	-	20 564	-	-	13 200	-	-	7 364	-
Chine	-	746 880	-	-	746 880	-	-	-	-
Chypre	-	1 763	-	-	1 763	-	-	-	-
Colombie	11 640	12 045	-	11 640	12 045	-	-	-	-

Pays	État au 1 ^{er} janvier 2023			Reçues en 2023			État au 31 décembre 2023		
	Non reçues pour les années précédentes	Prévues pour 2023	Reçues pour des années futures	Pour les années précédentes	Pour 2023	Pour les années futures	Non reçues pour les années précédentes	Non reçues pour 2023	Reçues pour les années futures
Comores	10 000	1 000	-	-	-	-	10 000	1 000	-
Congo	9 000	1 000	-	-	-	-	9 000	1 000	-
Costa Rica	8 726	3 378	-	-	-	-	8 726	3 378	-
Côte d'Ivoire	-	1 077	1 663	-	-	-	-	-	586
Croatie	-	4 456	-	-	4 456	-	-	-	-
Cuba	32 903	4 651	-	-	-	-	32 903	4 651	-
Danemark	-	27 076	-	-	27 076	-	-	-	-
Djibouti	20 000	1 000	-	-	-	-	20 000	1 000	-
Égypte	-	6 806	-	-	6 806	-	-	-	-
El Salvador	1 999	1 000	-	-	-	-	1 999	1 000	-
Émirats arabes unis	-	31 091	-	-	31 091	-	-	-	-
Équateur	19 703	3 770	-	-	-	-	19 703	3 770	-
Espagne	-	104 487	-	-	104 487	-	-	-	-
Estonie	-	2 154	-	-	2 154	-	-	-	-
Eswatini	2 000	1 000	-	-	-	-	2 000	1 000	-
États-Unis d'Amérique	-	1 065 799	-	-	1 065 799	94 196	-	-	94 196
Fédération de Russie	91 365	91 365	-	-	-	-	91 365	91 365	-
Fidji	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Finlande	-	20 417	-	-	20 417	-	-	-	-
France	-	211 421	211 421	-	-	-	-	-	-
Gabon	4 236	1 000	-	-	-	-	4 236	1 000	-
Gambie	11 261	1 000	-	-	-	-	11 261	1 000	-
Géorgie	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Ghana	-	1 175	2 831	-	-	-	-	-	1 656
Grèce	15 913	15 913	-	-	-	-	15 913	15 913	-
Grenade	10 000	1 000	-	-	-	-	10 000	1 000	-
Guatemala	-	2 007	-	-	-	-	-	2 007	-
Guinée	9 000	1 000	-	-	-	-	9 000	1 000	-
Guinée équatoriale	9 000	1 000	-	-	-	-	9 000	1 000	-
Guinée-Bissau	15 110	1 000	-	-	-	-	15 110	1 000	-
Honduras	-	1 000	167	-	833	179	-	-	179
Hongrie	11 164	11 164	-	11 164	11 164	-	-	-	-
Îles Marshall	7 161	1 000	-	-	-	-	7 161	1 000	-
Inde	-	51 117	-	-	51 117	-	-	-	-
Indonésie	505	26 881	-	505	26 881	-	-	-	-
Iran (République islamique d')	73 987	18 165	-	-	-	-	73 987	18 165	-
Iraq	25 211	6 267	-	-	-	-	25 211	6 267	-
Irlande	-	21 495	-	-	21 495	-	-	-	-
Islande	-	1 763	-	-	1 763	-	-	-	-
Israël	27 468	27 468	-	27 468	-	-	-	27 468	-

Pays	État au 1 ^{er} janvier 2023			Reçues en 2023			État au 31 décembre 2023		
	Non reçues pour les années précédentes	Prévues pour 2023	Reçues pour des années futures	Pour les années précédentes	Pour 2023	Pour les années futures	Non reçues pour les années précédentes	Non reçues pour 2023	Reçues pour les années futures
Italie	-	156 142	-	-	151 376	-	-	4 766	-
Jamaïque	-	1 000	35	-	965	25	-	-	25
Japon	-	393 318	-	-	393 318	-	-	-	-
Jordanie	2 105	1 077	-	-	-	-	2 105	1 077	-
Kazakhstan	-	6 512	-	-	6 512	-	-	-	-
Kenya	-	1 469	-	-	1 469	531	-	-	531
Kirghizistan	3 000	1 000	-	-	-	-	3 000	1 000	-
Kiribati	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Koweït	-	11 457	-	-	11 457	-	-	-	-
Lesotho	-	1 000	1 205	-	-	-	-	-	205
Lettonie	-	2 448	-	-	2 448	-	-	-	-
Liban	13 768	1 763	-	-	-	-	13 768	1 763	-
Libéria	17 110	1 000	-	-	-	-	17 110	1 000	-
Libye	58 151	1 000	-	-	-	-	58 151	1 000	-
Liechtenstein	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Lituanie	-	3 770	-	-	3 770	-	-	-	-
Luxembourg	-	3 329	-	-	3 329	-	-	-	-
Macédoine du Nord	11 000	1 000	-	1 000	-	-	10 000	1 000	-
Madagascar	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Malaisie	-	17 039	-	-	17 039	-	-	-	-
Malawi	966	1 000	-	-	-	-	966	1 000	-
Mali	-	1 000	3 060	-	-	-	-	-	2 060
Malte	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Maroc	-	2 693	-	-	-	-	-	2 693	-
Maurice	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Mauritanie	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Mexique	-	59 784	-	-	59 784	-	-	-	-
Monaco	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Mongolie	3 000	1 000	-	-	-	-	3 000	1 000	-
Monténégro	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Mozambique	4 000	1 000	-	-	-	-	4 000	1 000	-
Myanmar	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Namibie	1 000	1 000	-	1 000	-	-	-	1 000	-
Népal	1 000	1 000	-	-	-	-	1 000	1 000	-
Nicaragua	6 000	1 000	-	-	-	-	6 000	1 000	-
Niger	15 192	1 000	-	-	-	-	15 192	1 000	-
Nigéria	117 064	8 911	-	-	-	-	117 064	8 911	-
Norvège	-	33 246	-	-	33 246	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	-	15 130	-	-	15 130	-	-	-	-
Oman	10 413	5 435	-	-	-	-	10 413	5 435	-
Ouganda	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-

Pays	État au 1 ^{er} janvier 2023			Reçues en 2023			État au 31 décembre 2023		
	Non reçues pour les années précédentes	Prévues pour 2023	Reçues pour des années futures	Pour les années précédentes	Pour 2023	Pour les années futures	Non reçues pour les années précédentes	Non reçues pour 2023	Reçues pour les années futures
Ouzbékistan	16 385	1 322	-	2 644	-	-	13 741	1 322	-
Pakistan	11 364	5 582	-	3 376	-	-	7 988	5 582	-
Palaos	17 987	1 000	-	-	-	-	17 987	1 000	-
Panama	4 537	4 407	-	4 537	4 273	-	-	134	-
Papouasie-Nouvelle-Guinée	6 000	1 000	-	-	-	-	6 000	1 000	-
Paraguay	-	1 273	-	-	1 273	-	-	-	-
Pays-Bas	-	67 422	-	-	67 422	-	-	-	-
Pérou	-	7 981	15	-	7 350	-	-	616	-
Philippines	-	10 380	-	-	10 380	-	-	-	-
Pologne	-	40 982	-	-	40 982	-	-	-	-
Portugal	-	17 284	-	-	17 284	-	-	-	-
République arabe syrienne	6 348	1 000	-	-	-	-	6 348	1 000	-
République centrafricaine	4 605	1 000	-	-	-	-	4 605	1 000	-
République de Corée	-	126 030	-	-	113 401	-	-	12 629	-
République de Moldova	2 000	1 000	-	1 000	-	-	1 000	1 000	-
République démocratique du Congo	23 846	1 000	-	-	-	-	23 846	1 000	-
République démocratique populaire lao	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
République dominicaine	12 066	3 281	-	12 066	3 281	-	-	-	-
République populaire démocratique de Corée	2 000	1 000	-	-	-	-	2 000	1 000	-
République-Unie de Tanzanie	12 000	1 000	-	-	-	-	12 000	1 000	-
Roumanie	15 276	15 276	-	15 276	15 276	-	-	-	-
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	-	214 212	9 264	-	204 948	214 212	-	-	214 212
Rwanda	2 000	1 000	-	1 000	-	-	1 000	1 000	-
Sainte-Lucie	-	1 000	-	-	-	-	-	1 000	-
Samoa	3 000	1 000	-	3 000	-	-	-	1 000	-
Sao Tomé-et-Principe	16 000	1 000	-	-	-	-	16 000	1 000	-
Sénégal	5 000	1 000	-	-	-	-	5 000	1 000	-
Serbie	-	1 567	-	-	1 567	-	-	-	-
Seychelles	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Sierra Leone	6 377	1 000	-	-	-	-	6 377	1 000	-
Slovaquie	-	7 589	-	-	7 589	-	-	-	-

Pays	État au 1 ^{er} janvier 2023			Reçues en 2023			État au 31 décembre 2023		
	Non reçues pour les années précédentes	Prévues pour 2023	Reçues pour des années futures	Pour les années précédentes	Pour 2023	Pour les années futures	Non reçues pour les années précédentes	Non reçues pour 2023	Reçues pour les années futures
Slovénie	-	3 868	-	-	3 868	-	-	-	-
Soudan	17 000	1 000	-	-	-	-	17 000	1 000	-
Soudan du Sud	9 000	1 000	-	-	-	-	9 000	1 000	-
Sri Lanka	-	2 203	-	-	2 203	-	-	-	-
Suède	-	42 647	-	-	42 647	-	-	-	-
Suisse	-	55 524	-	-	55 524	-	-	-	-
Suriname	-	1 000	-	-	1 000	-	-	-	-
Tadjikistan	200	1 000	-	200	1 000	-	-	-	-
Tchad	2 155	1 000	-	-	-	-	2 155	1 000	-
Tchéquie	0	16 647	16 647	-	-	16 647	0	-	16 647
Thaïlande	3 905	18 018	-	3 905	13 015	-	-	5 003	-
Togo	1 000	1 000	-	1 000	1 000	-	-	-	-
Trinité-et-Tobago	-	1 812	-	-	1 812	-	-	-	-
Tunisie	-	1 000	224	-	776	448	-	-	448
Turkménistan	13 324	1 665	-	-	-	-	13 324	1 665	-
Türkiye	-	41 374	-	-	41 374	-	-	-	-
Ukraine	2 742	2 742	-	-	-	-	2 742	2 742	-
Uruguay	-	4 505	-	-	4 505	-	-	-	-
Vanuatu	901	1 000	-	-	-	-	901	1 000	-
Venezuela (République bolivarienne du)	320 938	8 568	-	-	-	-	320 938	8 568	-
Viet Nam	-	4 554	-	-	4 554	-	-	-	-
Yémen	15 000	1 000	-	-	-	-	15 000	1 000	-
Zambie	6 000	1 000	-	-	-	-	6 000	1 000	-
Zimbabwe	10 000	1 000	-	10 000	1 000	193	-	-	193
Total	1 593 691	4 844 799	426 968	295 007	4 132 932	431 797	1 298 684	336 458	483 356

Annexe 2

Contributions volontaires des Parties contractantes de la région Afrique

Partie contractante	Total des contributions volontaires potentielles 2009-2023 (CHF)	Contributions volontaires versées jusqu'au 31 décembre 2022 (CHF)	Contributions volontaires versées en 2023 (CHF)	Total des contributions volontaires reçues jusqu'au 31 décembre 2023 (CHF)
Angola	2 000	0		0
Bénin	15 000	9 956		9 956
Botswana	15 000	6 000		6 000
Burkina Faso	15 000	0		0
Burundi	15 000	1 000		1 000
Cabo Verde	15 000	0		0
Cameroun	15 000	0		0
Comores	15 000	4 000		4 000
Congo	15 000	3 246		3 246
Côte d'Ivoire	14 846	4 000		4 000
Djibouti	15 000	0		0
Eswatini	11 000	0		0
Gabon	15 000	1 625		1 625
Gambie	15 000	0		0
Ghana	14 650	5 000		5 000
Guinée	15 000	5 000		5 000
Guinée équatoriale	15 000	0		0
Guinée-Bissau	15 000	0		0
Kenya	13 712	10 531		10 531
Lesotho	15 000	3 795		3 795
Libéria	15 000	0		0
Libye	2 532	0		0
Madagascar	15 000	10 874		10 874
Malawi	15 000	5 929		5 929
Mali	15 000	14 000	1 000	15 000
Maurice	15 000	14 000	1 000	15 000
Mauritanie	15 000	0		0
Mozambique	15 000	3 000		3 000
Namibie	15 000	7 000		7 000
Niger	15 000	0		0
Ouganda	15 000	8 828		8 828
République centrafricaine	15 000	0		0
République démocratique du Congo	15 000	0		0
République-Unie de Tanzanie	15 000	0		0
Rwanda	15 000	3 000		3 000
Sao Tomé-et-Principe	15 000	0		0
Sénégal	15 000	2 000		2 000
Seychelles	15 000	4 000		4 000
Sierra Leone	15 000	0		0
Soudan	15 000	0		0
Soudan du Sud	10 000	0		0
Tchad	15 000	10 000		10 000
Togo	15 000	11 000		11 000
Tunisie	9 856	0		0
Zambie	15 000	200		200
Zimbabwe	11 000	0		0
Total	644 596	147 984	2 000	149 984